Coordination(2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 septembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux et modifiant celui du 9 septembre 1935 organisant l'examen permettant aux candidats-greffiers de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire", a donné le 4 novembre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e september 1959 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van de griffiers van de rechterlijke macht en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken en tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 september 1935 tot regeling van het examen waarbij de kandidaat-griffiers in de gelegenheid gesteld worden te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven", heeft de 4e november 1959 het volgend advies gegeven :

L'arrêté projeté est pris en vue de l'exécution de la loi du 20 décembre 1957 portant revision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux.

Un premier projet, pour lequel l'avis était demandé dans les trois jours, a été soumis au Conseil d'Etat le 20 mai 1958. A la suite de l'avis qui a été donné le 22 mai 1958 sous le n° L.6257, le Gouvernement a remanié ce projet et c'est un texte modifié sur divers points qui fait l'objet du présent avis.

Ce projet soulève les observations suivantes :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Aux termes des articles 4 et 14 du projet, les jurys chargés de procéder aux examens sont présidés par un magistrat de l'Ordre judiciaire.

La loi du 20 mars 1954 modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, n'a été prorogée par la loi du 28 avril 1958 que jusqu'au 31 décembre 1958.

Dès lors, en tant qu'ils allouent des allocations aux présidents des jurys, les articles 11 et 19 du projet manquent actuellement de base légale.

.../...

II.

La loi du 20 décembre 1957 a apporté, en ce qui concerne les greffiers, diverses modifications à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Les articles 26 à 38 du projet sont pris en exécution de ces dispositions.

Le projet primitivement soumis au Conseil d'Etat ne comprenait sur ce point que quelques articles, dont plusieurs constituaient un simple renvoi à l'arrêté royal du 9 septembre 1935 organisant l'examen permettant aux candidats greffiers de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

A la suite des observations formulées par le Conseil d'Etat dans l'avis n° L. 6257, ces dispositions ont été complètement remaniées; notamment le projet actuel modifie, en ses articles 33 et 35, l'arrêté royal du 9 septembre 1935 et, en son article 34, il apporte des dérogations à cet arrêté.

Il ne s'indique pas qu'une même matière soit réglée de manière fragmentaire par des textes séparés. C'est pourquoi l'ensemble des articles 26 à 38 devrait être fusionné avec les dispositions de l'arrêté royal du 9 septembre 1935, de façon à constituer un arrêté nouveau et distinct, ou bien les dispositions encore en vigueur de ce dernier arrêté devraient être reprises dans le projet actuel.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

L'intitulé pourrait être abrégé dans la forme suivante :

"Arrêté royal relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes et tribunaux".

PREAMBULE.

Si le Gouvernement estimait devoir reprendre les articles 26 à 38 du projet dans un arrêté séparé, les alinéas 4 et 5, qui sont relatifs à l'emploi des langues en matière judiciaire, devraient être omis.

Au cas où ces alinéas seraient maintenus, il conviendrait de les rédiger comme suit :

"Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, notamment les articles 53 et 54 modifiés par la loi du 20 décembre 1957, ainsi que l'article 54bis y inséré par cette loi;

Vu l'arrêté royal du 9 septembre 1935 organisant l'examen permettant aux candidats greffiers de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par l'arrêté royal du 4 novembre 1936 et par l'arrêté du Régent du 31 mars 1948;".

Quant au considérant qui se borne à constater qu'il y a lieu d'exécuter la loi, il est superflu et devrait être omis.

.../...

ARTICLES 7, 8 et 9.

Aux termes du § 4 de l'article 7, après correction des épreuves écrites, le président du jury fait dresser le procès-verbal des résultats et le transmet au Ministre; dans le dernier alinéa de ce paragraphe, il est dit :

"Il y est fait mention des candidats en indiquant pour chacun d'eux s'il a satisfait ou non à l'épreuve écrite".

Cette phrase se retrouve à l'article 9 relatif au résultat définitif de l'examen et il y est ajouté :

"Le Ministre de la Justice informe les candidats de leur résultat sans faire mention d'aucun degré de mérite".

Suivant les renseignements obtenus du délégué du Gouvernement, la portée du texte serait, en réalité, d'interdire toute cote de mérite. Le jury aura simplement à décider si tel candidat a satisfait ou non à l'examen et ne pourra classer entre eux les différents récipiendaires qui auront réussi. Dans ces conditions, le texte devrait être modifié de façon à imposer cette obligation au jury et non au Ministre.

Le texte proposé ci-après tient compte de cette remarque.

.../...

ARTICLE 11.

En son § 1er, cet article traite notamment du remboursement des frais de séjour des membres du jury, et dispose à cet égard : "Il leur est alloué de ce chef une indemnité forfaitaire journalière dans les mêmes conditions que celles prévues pour les agents de l'Etat par les articles 1er, 2, 4, 5 et 6 de l'arrêté du Régent du 30 mars 1950".

Il serait préférable de supprimer la référence à l'arrêté du Régent du 30 mars 1950. La formule : "dans les mêmes conditions que celles prévues pour les agents de l'Etat", est suffisamment précise et, de cette façon, il ne sera pas nécessaire de modifier l'article au cas où l'arrêté du 30 mars 1950 viendrait à être abrogé et remplacé.

ARTICLE 14.

Suivant le fonctionnaire délégué, le président peut être, soit un membre du siège d'une cour d'appel ou un magistrat de la cour militaire, soit un membre d'un parquet général ou de l'auditorat général. Ces précisions devraient être apportées au texte.

ARTICLE 15.

Le texte de cet article donne lieu à des observations analogues à celles qui ont été faites pour les articles 7 à 9. Il devrait également être remanié.

.../...

ARTICLE 17.

Selon cet article, l'article 10 de l'arrêté est applicable à l'examen à subir en vue de la délivrance du certificat de candidat greffier.

Aux termes de l'article 13, les articles 1er, 2 et 3 de l'arrêté sont applicables au même examen.

Les articles 13 et 17 doivent être fusionnés en ajoutant la mention de l'article 10 à l'article 13, ce qui entraîne la suppression de l'article 17.

ARTICLES 18 et 19.

Aux termes de l'article 19, § 2 : "Les membres du personnel des greffes des cours et tribunaux, autorisés à suivre les cours en question, bénéficient des frais de parcours calculés suivant les dispositions réglementaires". Il en résulte que certains membres du personnel seront autorisés à suivre les cours, mais le texte n'indique pas par qui ils y seront autorisés. Il ne précise pas non plus si les membres du personnel qui ne bénéficient pas d'une telle autorisation pourront suivre les cours à leurs frais.

Suivant les déclarations du fonctionnaire délégué, les cours ne seraient accessibles qu'à ceux qui y seraient autorisés et l'autorisation serait accordée par le Ministre, en tenant compte des nécessités du service.

.../...

Cette précision devrait figurer dans le texte de l'article 18 qui est relatif à l'organisation des cours.

On peut se demander, à ce sujet, s'il ne serait pas souhaitable de prévoir, dans le texte, des critères objectifs tels l'ancienneté et le signalement pour le choix des candidats, de façon à éviter toute impression d'arbitraire.

ARTICLE 21.

Au § 2 de cet article, il paraît superflu de dire que le stagiaire peut être autorisé à recevoir communication de certains dossiers.

ARTICLES 26 à 38.

Pour les raisons exposées dans l'observation générale II, ces articles n'ont pas été examinés.

ARTICLE 39.

L'article 39 est relatif aux incompatibilités.

Au littera d, qui interdit aux traducteurs, rédacteurs et employés de greffe de donner des consultations aux parties, il serait préférable, pour éviter toute équivoque, d'ajouter les mots : "directement ou indirectement".

.../...

Quant à l'alinéa suivant, bien qu'il s'inspire de l'article 177, alinéa 2, de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, il serait préférable d'y remplacer le mot "plaider" par le mot "défendre", la plaidoirie étant le monopole de l'avocat.

ARTICLE 40.

Dans cet article, il y aurait lieu de remplacer le mot "déléguer", qui évoque l'idée de la transmission d'un pouvoir, par le mot "détacher" plus conforme à la réalité.

Le projet appelle, en outre, diverses modifications de pure forme qui ne nécessitent aucun commentaire et qui résultent du texte proposé ci-après :

...

...

CHAPITRE Ier. - ORGANISATION DES EXAMENS DE MATURITE POUR LES CANDIDATS AUX EMPLOIS DE REDACTEUR ET D'EMPLOYE DE GREFFE DES COURS ET TRIBUNAUX.

Article 1er.-

Les examens de maturité pour les candidats aux emplois de rédacteur et d'employé de greffe des cours et tribunaux sont organisés aux dates, heures et lieux fixés par le Ministre de la Justice.

Article 2.-

... (comme à l'article 2 du projet) ...

.../...

Article 3.-

Les candidats sont tenus d'adresser au Ministre de la Justice, par lettre recommandée à la poste et dans le délai fixé, leur demande de participation accompagnée d'une copie certifiée conforme du certificat d'étude ou du diplôme requis par la loi.

Article 4.-

§ 1er. ...(voir a du projet) ...

§ 2. ...(voir b du projet) ...

Article 5.-

Le Ministre de la Justice ... (la suite comme au projet) ...

Article 6.-

... (comme à l'article 6 du projet) ...

Article 7.-

§ 1er. L'épreuve écrite consiste :

1° pour les candidats rédacteurs, en un résumé et un commentaire critique d'une conférence portant sur un sujet situé au niveau des études exigées d'eux;

2° pour les candidats employés, en une rédaction portant sur un sujet situé au niveau des études exigées d'eux.

Cette épreuve est éliminatoire.

.../...

§ 2. Le membre du jury chargé par le président de faire la conférence en choisit le sujet d'accord avec lui.

Le sujet de la conférence ainsi arrêté ne peut être divulgué avant l'épreuve.

La conférence a une durée de vingt à trente minutes et le travail écrit une durée de quatre heures au plus.

§ 3. Après consultation des membres du jury, le président fixe le sujet de la rédaction. Celui-ci ne peut être divulgué qu'au moment de l'épreuve.

Le travail écrit a une durée de trois heures et demie au plus.

§ 4. Alinéa 1er ... (comme au projet) ...

Les compositions présentées à l'épreuve écrite sont corrigées séparément par les trois assesseurs de la section sans communication réciproque des appréciations. Celles-ci se bornent à la constatation que le candidat a satisfait ou n'a pas satisfait à l'épreuve.

Alinéas 3 et 4. ... (comme au projet) ...

Après avoir identifié les auteurs des travaux, il fait dresser dans chaque section le procès-verbal de l'épreuve écrite, lequel fait mention du résultat de l'épreuve pour chacun des candidats qui y a été soumis.

.../...

Ce procès-verbal, signé par le président et par les assesseurs de la section, est transmis au Ministre de la Justice. Les travaux sont joints à cet envoi.

§ 5. ... (comme au projet. Il convient toutefois d'écrire "par les soins du Ministre de la Justice")...

Article 8.-

Alinéas 1er et 2 ... (comme au projet, sauf qu'il y a lieu d'omettre le mot "immédiat" à l'alinéa 1er) ...

Chaque section délibère séance tenante sur l'examen des récipiendaires de chaque série. Sa décision se borne à constater que le candidat a satisfait ou n'a pas satisfait à l'examen de maturité.

Article 9.-

A l'issue de l'épreuve orale, la section établit le procès-verbal définitif de l'examen, lequel fait mention du résultat de l'épreuve de maturité pour chacun des candidats qui y a été soumis.

Ce procès-verbal, signé par le président et par les assesseurs de la section, est transmis au Ministre de la Justice, qui informe les candidats du résultat qu'ils ont obtenu.

.../...

Article 10.-

... (comme à l'article 10 du projet) ...

Article 11.-

§ 1er. Lorsqu'ils sont astreints à se déplacer pour accomplir leur mandat, le président, les assesseurs et les secrétaires du jury ont droit au remboursement :

1° de leurs frais de parcours calculés suivant les dispositions réglementaires;

2° de leurs frais de séjour.

Il leur est alloué de ce chef une indemnité forfaitaire journalière dans les mêmes conditions que celles prévues pour les agents de l'Etat.

Les membres du jury ont droit aux indemnités prévues pour la seconde catégorie, à moins qu'ils ne puissent bénéficier des indemnités prévues pour la première catégorie.

... (la suite comme au projet) ...

Article 12.-

... (comme à l'article 12 du projet) ...

.../...

Article 13.-

Les articles 1er, 2, 3 et 10 du présent arrêté sont applicables aux examens organisés en vue de la délivrance du certificat de candidat greffier.

Article 14.-

Le jury chargé de procéder aux examens est présidé par un magistrat d'une cour d'appel, de la cour militaire, d'un parquet général ou de l'auditorat général désigné par Nous.

Il comprend une section de langue française et une section de langue néerlandaise. Chaque section est composée du président du jury et des personnes désignées par le Ministre de la Justice pour donner, dans la langue correspondant à celle de la section, les cours prévus à l'article 17.

Le Ministre de la Justice désigne pour chaque session les membres du personnel de son département appelés à assurer le secrétariat. Ils n'ont pas voix délibérative.

.../...

Article 15.-

L'examen consiste en une épreuve écrite qui porte sur des questions relatives aux matières suivantes: le droit public, l'organisation judiciaire, le droit civil, le droit commercial, le droit pénal, la procédure civile et le tarif civil, la procédure pénale et le tarif criminel, le droit fiscal, la comptabilité des greffes.Cette épreuve a une durée d'au moins trois heures.

Après consultation des membres du jury,le président choisit les questions. Celles-ci ne peuvent être divulguées qu'au moment de l'épreuve.

Un exposé succinct de la réponse qu'il convient de donner,est établi pour chaque question.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que les membres du jury ne puissent identifier les auteurs des travaux qu'après la correction de ceux-ci.

Le président désigne pour chaque question deux assesseurs chargés d'en assurer la correction. Les compositions présentées à l'épreuve écrite sont corrigées séparément par les assesseurs désignés sans communication réciproque des appréciations. Celles-ci se bornent à la constatation que le candidat a satisfait ou n'a pas satisfait à l'épreuve.

A l'issue de la correction individuelle des travaux, les assesseurs de chaque section se réunissent avec le président. Celui-ci tranche en dernier ressort les divergences de vue éventuelles. Après avoir identifié les auteurs des travaux, il fait dresser dans chaque section le procès-verbal de l'examen.

Ce procès-verbal, signé par le président et les assesseurs de la section, est transmis au Ministre de la Justice.

Celui-ci informe les candidats du résultat qu'ils ont obtenu; il leur fait parvenir le certificat de candidat greffier s'ils ont satisfait à l'examen.

Article 16.-

... (comme à l'article 16 du projet) ...

Article 17.-

Le Ministre de la Justice organise, pour les employés des greffes autorisés par lui, des cycles de cours portant sur les matières figurant au programme de l'examen,et désigne les personnes qui seront chargées de donner ces cours. Celles-ci seront appelées à faire partie, en qualité d'assesseur, du jury d'examen comme il est dit à l'article 14.

Article 18.-

§ 1er. L'article 11, § 1er, relatif aux frais de parcours et de séjour,est applicable au président et aux secrétaires du jury lorsqu'ils sont astreints à se déplacer pour accomplir leur mandat,de même qu'aux assesseurs lorsque ceux-ci sont astreints à se déplacer soit à l'occasion des examens, soit à l'occasion des cours.

.../...

§ 2. Les membres du personnel des greffes des cours et tribunaux bénéficient des frais de parcours, calculés suivant les dispositions réglementaires. Toutefois, à moins de circonstances exceptionnelles, le bénéfice de cette disposition ne leur est pas accordé s'ils en ont déjà bénéficié pour suivre deux cycles de cours.

§ 3. ... (comme au § 3 de l'article 19 du projet) ...

§ 4. ... (comme au § 4 de l'article 19 du projet) ...

Article 19.-

Alinéa 1er ... (comme à l'alinéa 1er de l'article 20) ...

S'il s'agit du tribunal de commerce, le stage est dirigé par le référendaire.

Article 20.-

Le stage consiste dans l'initiation aux activités d'un greffe. Il comporte un minimum de huit heures de présence par semaine.

Il est interdit au stagiaire de révéler les faits dont il aurait eu connaissance au cours de son stage.

Article 21.-

... (comme à l'article 22 du projet) ...

.../...

Article 22.-

... (comme à l'article 23 du projet) ...

Article 23.-

Le procureur général ou l'auditeur général peut, après avoir entendu ou dûment appelé le stagiaire et le référendaire ou le greffier en chef ou le greffier-chef de greffe auprès duquel le stagiaire effectue son stage, mettre fin sans préavis au stage pour motif grave, tels le manque d'assiduité, la négligence ou la faute graves.

Article 24.-

... (comme à l'article 25 du projet) ...

Article 26 à 38 du projet.

... (voir :Observations générales II) ...

Article 39.-

Les traducteurs, rédacteurs et employés de greffe ne peuvent :

1° exercer les fonctions que l'article 175 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiée par celle du 20 décembre 1957, déclare incompatibles avec celles de l'ordre judiciaire; dans des cas particuliers et pour autant que le service du greffe n'en souffre point, le Ministre de la Justice peut les autoriser à exercer à titre accessoire une autre fonction rétribuée de l'ordre administratif;

.../...

2° être bourgmestre, échevin ou secrétaire communal;

3° soit personnellement, soit par personne interposée, être agent d'affaires ou d'assurances; exercer aucune espèce de commerce ni participer à la direction, l'administration ou la surveillance de sociétés commerciales ou d'établissements industriels ou commerciaux à moins d'y être autorisés, dans des cas particuliers, par le Ministre de la Justice; la profession d'agent d'affaires ne pourra cependant jamais être autorisée;

4° soit verbalement, soit par écrit, assumer la défense des parties ni, directement ou indirectement, donner à celles-ci des consultations; ils peuvent néanmoins défendre leurs causes personnelles, celles de leur femme et celles de leurs parents ou alliés en ligne directe, et celles de leurs pupilles.

Article 40.-

Lorsque les nécessités du service l'exigent, le Ministre de la Justice peut détacher des rédacteurs ou des employés d'un greffe à un autre, sans préjudice de l'application de l'arrêté royal du 14 août 1933 relatif à l'utilisation du personnel des greffes et des parquets des tribunaux.

Article 41.-

... (comme à l'article 41 du projet) ...

.../...

Article 42.-

Le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831 est prêté par les traducteurs, les rédacteurs et les employés de greffe entre les mains du référendaire, du greffier en chef ou du greffier-chef de greffe lors de leur première nomination dans un greffe .

...

...

Het ontwerp-besluit is genomen ter uitvoering van de wet van 20 december 1957 houdende herziening van het statuut van de griffiers van de rechterlijke macht en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken.

Een eerste ontwerp, waarover advies binnen drie dagen werd gevraagd, is aan de Raad van State voorgelegd op 20 mei 1958. Ingevolge het advies dat op 22 mei 1958 werd gegeven onder nr L.6257, heeft de Regering het ontwerp omgewerkt en het is dus een op verscheidene plaatsen gewijzigde tekst die in het onderhavig advies wordt behandeld.

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Luidens de artikelen 4 en 14 van het ontwerp worden de examencommissies die de examens moeten afnemen, "voorgezeten door een magistraat vande rechterlijke orde".

De wet van 20 maart 1954 tot wijziging van artikel 232 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting is door de wet van 28 april 1958 slechts tot 31 december 1958 verlengd.

.../...

Inzover zij aan de voorzitters van de examen-commissies toelagen verlenen, zijn dus de artikelen 11 en 19 van het ontwerp thans zonder rechtsgrond.

II.

De wet van 20 december 1957 heeft, met betrekking tot de griffiers, verschillende wijzigingen gebracht in de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken.

De artikelen 26 tot 38 van het ontwerp zijn vastgesteld ter uitvoering van die bepalingen.

Het oorspronkelijk aan de Raad van State voorgelegde ontwerp bevatte hieromtrent slechts enkele artikelen waarvan verscheidene eenvoudig verwezen naar het koninklijk besluit van 9 september 1935 tot regeling van het examen waarbij de kandidaat-griffiers in de gelegenheid gesteld worden te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven.

Ingevolge de opmerkingen van de Raad van State in het advies nr L.6257, zijn deze bepalingen volledig omgewerkt; zo wijzigen de artikelen 33 en 35 van het huidig ontwerp het koninklijk besluit van 9 september 1935, en stelt artikel 34 afwijkingen van dit besluit vast.

.../...

Het is niet geraden een zelfde stof fragmentarisch in afzonderlijke teksten te regelen. Daarom moeten de artikelen 26 tot 38 met de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 september 1935 samengevoegd worden tot een nieuw en afzonderlijk besluit, ofwel moeten de nog geldende bepalingen van dit laatste besluit in het huidige ontwerp worden overgenomen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het opschrift kan als volgt worden ingekort :

"Koninklijk besluit betreffende het statuut van de griffiers der rechterlijke orde en van het personeel van griffies en rechtbanken".

AANHEF.

Is de Regering van oordeel, dat de artikelen 26 tot 38 van het ontwerp in een afzonderlijk besluit moeten worden opgenomen, dan behoren het vierde en vijfde lid, betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken, te vervallen.

.../...

Worden deze alinea's behouden, dan dienen zij als volgt te worden gelezen :

"Gelet op de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op de artikelen 53 en 54 gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, en op artikel 54bis daarin door deze wet ingevoegd ;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 september 1935 tot regeling van het examen waarbij de kandidaat-griffiers in de gelegenheid gesteld worden te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 november 1936 en bij het besluit van de Regent van 31 maart 1948;".

De considerans, die zich bepaalt tot de vaststelling dat de wet moet worden uitgevoerd, is overbodig en dient te vervallen.

Artikelen 7, 8 en 9.

Luidens § 4 van artikel 7, doet de voorzitter van de examencommissie, nadat de schriftelijke examens zijn verbeterd, het proces-verbaal van de uitslagen opmaken, en zendt hij het aan de Minister; in het laatste lid van deze paragraaf wordt gezegd :

.../...

"De lijst van de kandidaten wordt erin opgenomen en voor ieder kandidaat wordt opgegeven of hij al dan niet voor het schriftelijk gedeelte geslaagd is".

Deze volzin komt terug in artikel 9 betreffende de definitieve uitslag van het examen, waar er wordt aan toegevoegd :

"De Minister van Justitie deelt aan de kandidaten hun uitslag mede zonder enige graad van verdienste op te geven".

Volgens de inlichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Regering, zou met deze tekst in feite worden bedoeld dat geen verdienstecijfer mag worden toegekend. De examencommissie zal alleen moeten beslissen of een bepaalde kandidaat al dan niet voor het examen is geslaagd, en mag de verschillende geslaagde examinandi niet onderling rangschikken. Derhalve zou de tekst zo moeten worden gewijzigd dat deze verplichting aan de examencommissie en niet aan de Minister wordt opgelegd.

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerking rekening gehouden.

Artikel 11.

Paragraaf 1 van dit artikel heeft onder meer betrekking op de terugbetaling van de reiskosten der leden van de examencommissie en bepaalt hieromtrent : "Er wordt hun uit dien hoofde een dagelijkse forfaitaire vergoeding toegekend onder dezelfde voorwaarden als die bepaald voor het Rijkspersoneel bij de artikelen 1, 2, 4, 5 en 6 van het besluit van de Regent van 30 maart 1950".

De verwijzing naar het besluit van de Regent van 30 maart 1950 zou beter vervallen. De formule : "Onder dezelfde voorwaarden als die bepaald voor het Rijkspersoneel" is duidelijk genoeg, en zo zal het niet nodig zijn het artikel te wijzigen wanneer het besluit van 30 maart 1950 mocht worden opgeheven en vervangen.

Artikel 14.

Volgens de gemachtigde ambtenaar kan de voorzitter zijn : ofwel een lid uit de zetel van een hof van beroep of een magistraat van het militair gerechtshof, ofwel een lid van het parket-generaal of van het auditoraat-generaal. Dit zou in de tekst nader moeten worden bepaald.

Artikel 15.

Bij de tekst van dit artikel zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij de artikelen 7 tot 9. Ook dit artikel moet worden omgewerkt.

Artikel 17.

Volgens dit artikel is artikel 10 van het besluit van toepassing op het examen dat dient te worden afgelegd met het oog op de afgifte van het getuigschrift van kandidaat-griffier.

.../...

Luidens artikel 13 zijn de artikelen 1, 2 en 3 van het besluit op hetzelfde examen van toepassing.

De artikelen 13 en 17 behoren te worden samengevoegd; in artikel 13 vermelde men ook artikel 10, waardoor artikel 17 vervalt.

Artikelen 18 en 19.

Luidens artikel 19, § 2 : "bekomen de leden van het personeel van de griffies van de hoven en rechtbanken, die toelating ontvingen om voornoemde cursussen te volgen, de volgens de reglementsbepalingen te berekenen reiskosten". Hieruit volgt dat sommige leden van het personeel zullen worden gemachtigd om de cursussen te volgen, maar uit de tekst blijkt niet wie hen daartoe zal machtigen. Hij zegt evenmin of de leden van het personeel die daartoe niet worden gemachtigd, de cursussen op eigen kosten zullen mogen volgen.

Naar de gemachtigde ambtenaar verklaart, zouden tot de cursussen alleen worden toegelaten de personeelsleden die daartoe zijn gemachtigd en zou de machtiging door de Minister worden verleend met inachtneming van de behoeften van de dienst.

Deze nadere bepaling dient te worden opgenomen in de tekst van artikel 18 betreffende de inrichting van de cursussen.

.../...

In dit verband kan men zich afvragen of het niet beter zou zijn voor de keuze van de kandidaten, objectieve maatstaven, zoals de anciënniteit en het signalement, in de tekst vast te stellen, om iedere indruk van willekeur weg te nemen.

Artikel 21.

In § 2 van dit artikel lijkt het overbodig te bepalen dat de stagiaire kan worden gemachtigd om inzage te nemen van sommige dossiers.

Artikelen 26 tot 38.

Om de redenen uiteengezet in de algemene opmerking II, zijn deze artikelen niet onderzocht.

Artikel 39.

Dit artikel 39 handelt over de onverenigbaarheden.

Aan littera d, waarin het aan de vertalers, opstellers en bedienden van de griffies verboden wordt

.../...

consult te geven aan partijen, zouden de woorden "rechtstreeks of onrechtstreeks" kunnen worden toegevoegd om elke dubbelzinnigheid te vermijden.

Wat het volgende lid betreft, dat weliswaar steunt op artikel 177, tweede lid, van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, ware het verkieslijk het woord "bepleiten" te vervangen door het woord "verdedigen", aangezien het monopolie van het pleidooi bij de advocaten berust.

Artikel 40.

In dit artikel vervange men het woord "afvaardigen", dat aan machtsoverdracht doet denken, door het woord "detacheren", dat meer met de werkelijkheid overeenkomt.

Bij het ontwerp zijn bovendien verscheidene opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven ; zij blijken uit de hierna voorgestelde tekst :

.../...

...

...

HOOFDSTUK I. - INRICHTING VAN DE MATURITEITSEXAMENS VOOR DE KANDIDATEN VOOR BETREKKINGEN VAN OPSTELLER EN BEDIENDE IN DE GRIFFIES VAN HOVEN EN RECHTBANKEN.

Artikel 1.-

De maturiteitsexamens voor de kandidaten voor betrekkingen van opsteller en bediende in de griffies van hoven en rechtbanken worden ingericht op de data, uren en plaatsen door de Minister van Justitie te bepalen.

Artikel 2.-

... (zoals artikel 2 van het ontwerp) ...

Artikel 3.-

De kandidaten moeten, bij een ter post aangetekende brief, binnen de vastgestelde termijn hun aanvraag om deelneming aan de Minister van Justitie zenden onder bijvoeging van een eensluidend verklaard afschrift van het bij de wet voorgeschreven studiegetuigschrift of diploma.

Artikel 4.-

§ 1. ... (zie a van het ontwerp) ...

§ 2. ... (zie b van het ontwerp) ...

Artikel 5.-

De Minister van Justitie ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

Artikel 6.-

... (zoals artikel 6 van het ontwerp) ...

Artikel 7.-

§ 1. Het schriftelijk gedeelte bestaat :

1° voor de kandidaat-opstellers, in een samenvatting van en een kritische commentaar op een voordracht over een onderwerp waarvan het peil overeenstemt met de van hen vereiste studiën;

2° voor de kandidaat-bedienden, in een opstel over een onderwerp waarvan het peil overeenstemt met de van hen vereiste studiën.

Het is een voorexamen.

§ 2. Het lid van de examencommissie dat door de voorzitter met het houden van de voordracht is belast, kiest het onderwerp in overeenstemming met hem.

Het aldus bepaalde onderwerp van de voordracht mag niet kenbaar worden gemaakt vóór het examen.

De voordracht duurt twintig tot dertig minuten en het schriftelijk werk ten hoogste vier uren.

§ 3. Na raadpleging van de leden van de examencommissie, stelt de voorzitter het onderwerp van het opstel vast. Dit mag eerst op het tijdstip van het examen kenbaar worden gemaakt.

Het schriftelijk werk duurt ten hoogste drie en een half uur.

.../...

§ 4. Eerste lid ... (zoals in het ontwerp) ...

De bij het schriftelijk gedeelte ingediende werken worden afzonderlijk verbeterd door de drie bijzitters van de sectie zonder dat de beoordelingen onderling medegedeeld worden. Deze bepalen zich tot de vaststelling dat de kandidaat al dan niet voor het examen is geslaagd.

Derde en vierde lid ... (zoals in het ontwerp) ...

Na de identiteit van de stellers te hebben vastgesteld, doet hij in elke sectie het proces-verbaal van het schriftelijk gedeelte opmaken, waarin voor elke kandidaat die aan het examen heeft deelgenomen, de uitslag wordt vermeld.

Dit proces-verbaal, door de voorzitter en de bijzitters van de sectie ondertekend, wordt aan de Minister van Justitie gezonden. De werken worden erbij gevoegd.

§ 5. ... (zoals in het ontwerp. Men leze echter "door de Minister van Justitie") ...

Artikel 8.-

Eerste en tweede lid ... (zoals in het ontwerp, behalve dat het woord "onmiddellijk" in het eerste lid dient te vervallen) ...

Elke sectie beraadslaagt en beslist op staande voet over het examen van de examinandi van elke reeks. In haar beslissing bepaalt zij zich tot de vaststelling dat de kandidaat al dan niet voor het maturiteitsexamen is geslaagd.

.../...

Artikel 9.-

Na afloop van het mondeling gedeelte maakt de sectie het definitief proces-verbaal van het examen op, waarin voor elke kandidaat die heeft deelgenomen, de uitslag van het maturiteitsexamen wordt vermeld.

Dit proces-verbaal, ondertekend door de voorzitter en de bijzitters van de sectie, wordt aan de Minister van Justitie gezonden. Deze geeft de kandidaten kennis van de behaalde uitslag.

Artikel 10.-

... (zoals in artikel 10 van het ontwerp) ...

Artikel 11.-

§ 1. Wanneer de voorzitter, de bijzitters en de secretarissen van de examencommissie zich moeten verplaatsen om hun opdracht te vervullen, hebben zij recht op terugbetaling :

1° van hun reiskosten, te berekenen volgens de reglementsbepalingen;

2° van hun verblijfkosten.

Uit dien hoofde wordt hun een dagelijkse forfaitaire vergoeding toegekend onder dezelfde voorwaarden als die bepaald voor het Rijkspersoneel.

De leden van de examencommissie hebben recht op de vergoedingen, bepaald voor de tweede categorie, behalve indien zij aanspraak kunnen maken op de vergoe-

.../...

dingen voor de eerste categorie.

... (voorts zoals in het ontwerp) ...

Artikel 12.-

... (zoals in artikel 12 van het ontwerp) ...

Artikel 13.-

De artikelen 1, 2, 3 en 10 van dit besluit zijn van toepassing op de examens die worden ingericht met het oog op de afgifte van het getuigschrift van kandidaat-griffier.

Artikel 14.-

De examencommissie die de examens moet afnemen, wordt voorgezeten door een door Ons aan te wijzen magistraat van een hof van beroep, van het militair gerechtshof, van een parket-generaal of van het auditoraat-generaal.

Zij omvat een Nederlandstalige en een Franstalige sectie, elk samengesteld uit de voorzitter van de examencommissie en uit de personen die de Minister van Justitie aanwijst om de cursussen te geven waarvan sprake in artikel 17, en wel in de taal van de sectie.

De Minister van Justitie wijst voor elke zittijd de leden van het personeel van zijn departement aan die het secretariaat zullen waarnemen. Zij zijn niet stemgerechtigd.

.../...

Artikel 15.-

Het examen bestaat in een schriftelijk gedeelte dat loopt over vragen die betrekking hebben op de volgende vakken : publiek recht, rechterlijke inrichting, burgerlijk recht, handelsrecht, strafrecht, burgerlijke rechtsvordering en tarief in burgerlijke zaken, strafvordering en tarief in strafzaken, belastingsrecht, boekhouding van de griffies. Dit gedeelte duurt ten minste drie uren.

Na raadpleging van de leden der examencommissie kiest de voorzitter de vragen. Deze mogen eerst op het tijdstip van het examen kenbaar worden gemaakt.

Voor elke vraag wordt een beknopte uiteenzetting gegeven van het te geven antwoord.

De nodige voorzieningen worden getroffen opdat de leden van de examencommissie de identiteit van de stellers pas na de verbetering van de werken te weten komen.

De voorzitter wijst voor elke vraag twee bijzitters aan, die ze moeten verbeteren. De bij dit schriftelijk examen ingediende werken worden afzonderlijk verbeterd door de aangewezen bijzitters, zonder dat de beoordelingen onderling medegedeeld worden. Deze bepalen zich tot de vaststelling dat de kandidaat al dan niet voor het examen is geslaagd.

Na de individuele verbetering van de werken komen de bijzitters van elke sectie met de voorzitter samen. Deze beslist in hoogste aanleg over eventuele

.../...

uiteenlopende beoordelingen. Na de identiteit van de stellers te hebben vastgesteld, doet hij in elke sectie het proces-verbaal van het examen opmaken.

Dit proces-verbaal, door de voorzitter en de bijzitters ondertekend, wordt aan de Minister van Justitie gezonden.

Deze geeft de kandidaten kennis van de behaalde uitslag; zijn zij voor het examen geslaagd, dan doet hij hun het getuigschrift van kandidaat-griffier toekomen.

Artikel 16.-

... (zoals in artikel 16 van het ontwerp) ...

Artikel 17.-

Ten behoeve van de bedienden van de griffies door hem gemachtigd, richt de Minister van Justitie cursussen in over de vakken van het examenprogramma, en wijst de personen aan die met het geven van die cursussen zullen worden belast. Dezen zullen worden aangezocht om als bijzitter deel uit te maken van de examencommissie, zoals in artikel 14 is gezegd.

Artikel 18.-

§ 1. Artikel 11, § 1, betreffende de reis- en verblijfkosten, is van toepassing op de voorzitter en op de secretarissen van de examencommissie wanneer zij zich moeten verplaatsen om hun opdracht te vervullen, evenals

.../...

op de bijzitters wanneer zij zich moeten verplaatsen hetzij naar aanleiding van de examens, hetzij naar aanleiding van de cursussen.

§ 2. De leden van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken bekomen de volgens de reglementsbepalingen te berekenen reiskosten. Behoudens buitengewone omstandigheden, geldt die bepaling echter voor hen niet, indien zij er reeds het genot van hebben gehad om tweemaal de cursussen te volgen.

§ 3. ... (zoals in § 3 van artikel 19 van het ontwerp) ...

§ 4. ... (zoals in § 4 van artikel 19 van het ontwerp) ...

Artikel 19.-

Eerste lid ... (zoals in het eerste lid van artikel 20) ...

In de rechtbanken van koophandel is de referendaris met de leiding van de stage belast.

.../...

Artikel 20.-

De stage bestaat erin dat de stagiair zich vertrouwd maakt met het work in een griffie. Zij vergt ten minste acht uren aanwezigheid per week.

Het is de stagiair verboden feiten bekend te maken waarvan hij in de loop van zijn stage kennis mocht hebben gekregen.

Artikel 21.-

... (zoals in artikel 22 van het ontwerp) ...

Artikel 22.-

... (zoals in artikel 23 van het ontwerp) ...

Artikel 23.-

De procureur-generaal of de auditeur-generaal kan, de stagiair en de referendaris of de hoofdgriffier of de griffier-griffiehoofd bij wie de stagiair zijn stage doet, gehoord of behoorlijk opgeroepen, om gewichtige redenen, zoals gemis van stiptheid, ernstige nalatigheid of zware fout, zonder opzegging een einde maken aan de stage.

.../...

Artikel 24.-

... (zoals in artikel 25 van het ontwerp) ...

Artikelen 26 tot 38 van het ontwerp.-

...(zie : Algemene Opmerkingen II)...

Artikel 39.-

De vertalers, opstellers en bedienden in de griffies mogen niet :

1° de ambten uitoefenen die artikel 175 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, onverenigbaar verklaart met die van de rechterlijke orde; in bijzondere gevallen, en voor zover de dienst van de griffie daar niet onder lijdt, kan de Minister van Justitie ze machtigen om bijkomstig een ander bezoldigd bestuursambt uit te oefenen ;

2° burgemeester, schepen of gemeentesecretaris zijn ;

3° persoonlijk of door tussenpersoon, zaakwaarnemer of verzekeringsagent zijn; om het even welke soort van koophandel drijven, noch deelnemen aan het bestuur, het beheer van of het toezicht op handelsvennootschappen of nijverheids- of handelsinrichtingen, behalve indien zij in bijzondere gevallen daartoe door de Minister van Justitie zijn gemachtigd; voor de uitoefening van het beroep van zaakwaarnemer mag nochtans nooit machtiging worden verleend ;

.../...

4° mondeling of schriftelijk, de verdediging van partijen op zich nemen, noch hun rechtstreeks of onrechtstreeks consult geven ; zij mogen evenwel hun persoonlijke zaken verdedigen, alsook die van hun vrouw en die van hun bloedverwanten of aanverwanten in rechte linie en die van hun pupillen.

Artikel 40.-

Wanneer de dienst het vereist, kan de Minister van Justitie opstellers of bedienden van een griffie bij een andere detacheren, onverminderd het bepaalde in het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 betreffende het personeel in de griffies en de parketten.

Artikel 41.-

... (zoals in artikel 41 van het ontwerp)...

Artikel 42.-

De eed, bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven, wordt door de vertalers, opstellers en bedienden in handen van de referendaris, van de hoofdgriffier of van de griffier-griffiehoofd afgelegd bij hun eerste benoeming in een griffie.

...

...

ɻ chambre était composée de

ɜssieurs : J. SUETENS, premier président,
ɜ Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le ontrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par . E. JOACHIM, auditeur général.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.